

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 8 FEVRIER 1979 - N°849

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Grève générale dans la Loire-Atlantique

La Loire-Atlantique veut vivre. Dans un département où les industries ne manquaient pourtant pas, le chômage prend aujourd'hui des proportions inquiétantes. C'est pour lutter contre ce chômage, pour vivre et travailler au pays, que les travailleurs de Loire-Atlantique sont en grève générale jeudi, à l'appel des organisations syndicales. Une journée combative qui peut être un point de départ.

Lire en page 2

Brissonneau : plusieurs milliers de métallos dans la rue

La combativité des travailleurs de Brissonneau et des métallos de la région ne se dément pas. Lundi, ils videraient les jaunes venus occuper l'usine en grève.

L'action des travailleurs de Brissonneau, en lutte contre les licenciements, est un élément important dans la mobilisation des travailleurs nantais à la veille de la journée du 8.

Lire en page 8

300 parachutistes belges envoyés au Zaïre

Le gouvernement belge a confirmé l'envoi de 300 parachutistes équipés de blindés légers à la base navale de Kitona au Zaïre. Selon la version officielle, ces troupes seraient envoyées pour «aider à l'entraînement des troupes zaïroises» dans «le cadre de l'accord de coopération militaire entre la Belgique et le Zaïre». Il faut rappeler que cet envoi de troupes fait suite à des difficultés rencontrées par le régime de Mobutu. Selon l'opposition zaïroise, des troubles auraient éclaté dans la banlieue de Kinshasa.

LA REPONSE DES SIDERURGISTES

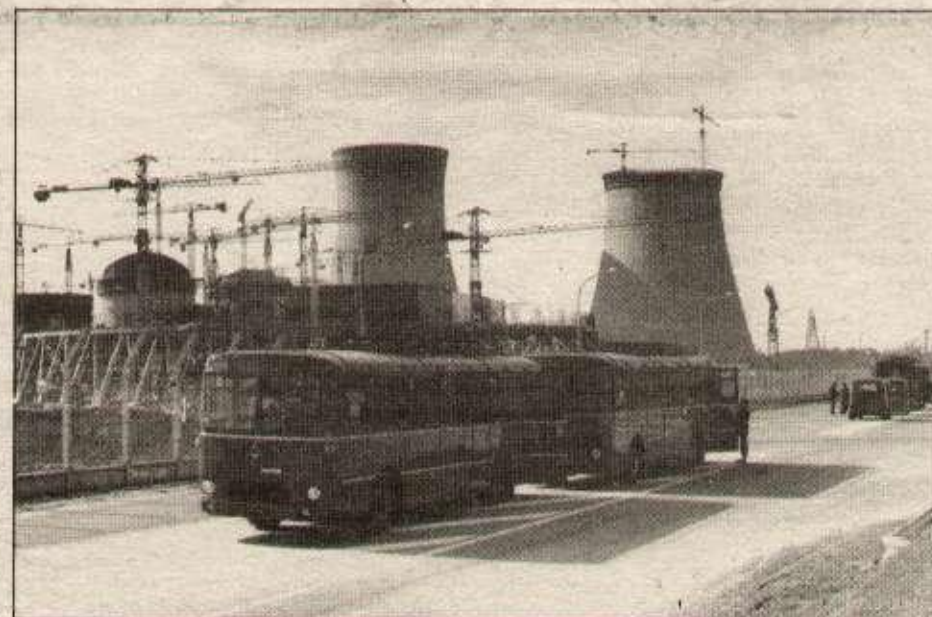
Devant l'intransigeance du gouvernement, les sidérurgistes ripostent : un directeur séquestré à Denain, la sous-préfecture occupée à Briey

Lire en page 3



La combativité des sidérurgistes lorrains ne s'est pas démentie depuis leur manifestation à Paris le 12 décembre pendant la réunion du C.E. d'Usinor. (Notre photo).

GISCARD VEUT ACCELERER LE PROGRAMME NUCLEAIRE



Le chantier de la centrale nucléaire de Dampierre en Burly.

Le Conseil interministériel chargé d'étudier les problèmes énergétiques de la France s'est terminé par une décision concrète : celle d'accélérer le programme nucléaire tel qu'il a été conçu depuis 1974. Deux centrales, celle de Cattenom en Lorraine, et celle de Gravelines dans le Nord, auront la priorité absolue.

Le programme nucléaire de la bourgeoisie fait fi des aspirations populaires, notamment dans le choix des sites. Il néglige également un certain nombre d'aspects concernant la sécurité, faisant ainsi courir de réels dangers aux travailleurs du nucléaire et à la population. On ne peut que s'inquiéter gravement de l'accélération d'un tel programme. Plus que jamais, la lutte est nécessaire contre ce programme là, dangereux, et contraire aux aspirations populaires.

LUTTES OUVRIERES

LA LOIRE - ATLANTIQUE :
UN DEPARTEMENT EN LUTTE
POUR SA SURVIE (2)

A Nantes, à St Nazaire, à Chateaubriant, les travailleurs manifesteront massivement le 8 février contre le sort que la bourgeoisie réserve à leur département. Rien qu'à Nantes, neuf rassemblements sont prévus en début de matinée aux entrées de la ville afin de paralyser son activité. Puis, les travailleurs qui sont attendus par milliers convergeront vers le centre Neptune, où un meeting est prévu. Depuis un an et demi, la région a connu un nombre significatif de luttes. C'est encore et toujours sous le signe de la lutte que se déroulera la journée de mercredi. L'ampleur du chômage explique pour une part cette combativité. Sait-on qu'à St Nazaire, par exemple, il y a 126 demandes pour une offre d'emploi... ?



Dans l'usine occupée, la crèche contribue à surmonter les difficultés de la lutte contre le chômage.

Interview du Comité d'Action et de Liaison Chômage

«La question de l'emploi ne concerne pas que les chômeurs»

Deux comités de chômeurs existent sur Nantes et sa banlieue, un troisième a annoncé sa volonté d'exister. Le comité de chômeurs CFDT regroupe principalement des chômeurs qui étaient syndiqués avant de se retrouver sans emploi. Le CALC (Comité d'Action et de Liaison Chômage) insiste sur la nécessité d'avoir une conception plus large de la lutte. Nous avons rencontré deux membres du CALC travaillant sur le quartier Bellevue dans la banlieue nantaise.

► — Pourquoi ne pas vous être appelés tout simplement Comité de chômeurs ?

— Ce n'est en effet pas un hasard, ce n'est pas une question de mots. Nous pensons, à la suite des stages Barre, que nous avons fait lors du premier Pacte national pour l'emploi, que la question de l'emploi n'intéresse pas seulement les chômeurs. Elle concerne aussi ceux qui sont sur le point de l'être... tous les chômeurs en sursis et les actifs. C'est le cas des auxiliaires, des stagiaires FPA, des intérimaires, des appelés qui ne sont pas réembauchés à la fin de leur service. Bref, c'est très large.

Il y a eu un autre débat dans notre comité. Faut-il d'emblée faire un travail d'explication sur les causes

du chômage (la crise du système capitaliste) ou faut-il commencer par combattre avec ceux qui sont concernés, les conséquences ? On en est venu à la conclusion qu'il faut commencer par les conséquences, combattre l'isolement, le manque de fric, les saisies...

► — En quoi consiste principalement les activités du CALC ?

— Le CALC existe par le travail qu'il fait sur le quartier de Bellevue. On travaille autour de la Maison de quartier qui va rouvrir. On est en étroit contact avec les associations du quartier. Par exemple, ces associations éditent un petit journal ronéoté *La Bottière*. Ils nous ont proposé de faire un numéro sur la question du chôma-

ge. Ce qu'on essaye de faire entre autres, c'est de donner aux chômeurs les moyens de se débrouiller seul, de se prendre en charge. Pour ce faire, il faut déjà qu'ils connaissent leurs droits.

Pendant quelque temps, il y a eu un débat dans le Comité : Faut-il faire de l'assistance, c'est-à-dire apporter une aide aux chômeurs ? Finalement, on est arrivé à la conclusion que c'est un faux débat. Le problème, ce n'est pas assistance ou pas ; la question, c'est que ce soient les masses qui se mobilisent pour obtenir quelque chose. On s'est aussi ren-

du compte qu'un chômeur qui n'a rien à manger, il ne lutte pas, il essaye d'obtenir de l'argent par tous les moyens, par le « système D ». C'est pour ça qu'il nous semble que dans un certain nombre de cas, le comité doit apporter une aide, même individuelle. Quand on était dans le comité des stagiaires Barre, on ne voyait pas les choses de cette manière.

► — Pour contacter largement les chômeurs, vous faites du porte-à-porte ?

— On en a fait une fois. Mais on préfère agir en liaison avec des associa-

tions existant sur le quartier, en particulier le Collectif de la rue du Drac. C'est une association un peu spontanée qui regroupe une quinzaine de femmes habitant toutes dans la rue du Drac, d'où le nom du Collectif.

Ce sont toutes des femmes des milieux populaires, très souvent des femmes d'ouvriers.

► — Vous avez encore d'autres activités ?

— Oui, par exemple, on envisage prochainement de tenir une permanence à l'ANPE. On contactera les syndicats de l'agence

avant, pour leur demander ce qu'ils en pensent. On les connaît déjà. On rencontre également le comité d'Angers, qui marche bien. On envisage de faire un film en vidéo sur le chômage dans la cité Bellevue et d'intervenir en direction des stagiaires Barre du deuxième Pacte. On participe également au comité de soutien à la grève de Brissonneau du quartier Bellevue. Et puis, nous sommes toujours prêts à parer à toute éventualité par exemple à nous opposer à des saisies comme on l'avait fait au quartier de la Bottière.

Victoire contre la saisie de la Bottière

«Les huissiers étaient venus trois fois chez Martine pour saisir ses meubles. Ils sont entrés chez elle en son absence pour évaluer ses meubles (à 1/5ème de leur valeur d'ailleurs). Les créanciers exigeaient qu'elle règle les dettes de son mari un artisan dont elle était séparée et avec qui elle était en instance de divorce. Martine en a parlé à des collègues de boulot. La veille, elle avait trouvé collé sur sa porte une affiche de l'huissier annonçant que ses meubles seraient mis en vente. Un comité de soutien à Martine s'est rapidement constitué. A la première réunion il y avait 70 personnes. Des commissions ont été mises

sur pied. Commission de relation avec la presse, avec la municipalité avec les créanciers. Les personnes présentes dans le comité étaient prêtes à s'opposer de force à la saisie. Pour le moment, près de trois mois plus tard, toutes les saisies sont gelées. Prochainement on va tenir une réunion pour tirer le bilan de cette action. Ce qui est aussi très positif, c'est que nous avons diffusé un tract à 5 000 exemplaires un peu partout sur le thème : « Si tu es saisi ne reste pas tout seul, prend contact ». En tout cas on fait la preuve qu'il est possible de s'opposer à certaines conséquences du chômage comme les saisies ».

La fable du chômeur qui ne veut pas travailler

Dans son numéro de mars 1978, *Statistique et Développement* (revue de l'INSEE, édition Pays de Loire) publiait une étude assez approfondie des candidatures s'étant manifestées suite à l'annonce d'implantation d'une usine textile à Pontchâteau.

La panne du 19

Dans plus d'une usine la panne EDF du 19 décembre aura été source de conflit. Les ouvriers de Kiwi, actuellement en grève, demandent que cette journée leur soit payée. On se souvient que c'est à la suite de cette coupure que la direction des chantiers Saint-Nazaire avait décidé de lock-outer les ouvriers ce qui avait entraîné de leur part une très violente riposte. Un gréviste de Brissonneau nous raconte comment cela s'est passé là-bas, alors que l'usine tournait encore normalement :

«Le 19, l'équipe de l'après-midi arrive pour prendre le travail. On leur dit : « Rentrez chez vous » ; Les gars répondent : « Comment serons-nous payés ? » Il n'y a pas eu de réponse. Le matin, un CE s'était tenu au cours duquel la direction avait refusé de répondre à la question. Les gars ont alors compris qu'ils ne toucheraient rien. Ils ont alors retenu le chef du personnel. Cela a joué un rôle non négligeable dans le déclenchement de la lutte qui a suivi peu après. Deux gars ont en effet été mis à pied pour cette action et maintenant ils sont sur la liste des licenciés ».

Petite ville au Nord-Ouest de Nantes comme il en existe tant d'autres. Cette analyse constitue un cinglant démenti à tous ceux qui affirment qu'il n'y a pas tant de chômeurs que ça qui cherchent du travail.

En avril 1977, paraissait dans la presse locale une petite annonce ainsi libellée : « A partir du mois de septembre prochain, la nouvelle entreprise «Peau douce» va recruter du personnel masculin et féminin ». Quinze jours après la parution du communiqué, 400 demandes d'emploi étaient déjà parvenues à la mairie de Pontchâteau.

Quelques jours plus tard, 800 candidatures étaient dénombrées.

**PLUS DE 30 %
DE DEMANDEURS
D'EMPLOIS
NON INSCRITS
A L'ANPE**

L'étude des 800 demandes révèle que plus d'un tiers d'entre elles émanaient de personnes ne s'étant pas inscrites à l'ANPE. C'est dire à quel

point les chiffres officiels sur l'ampleur du chômage sont sous-estimés. L'étude montre également que seulement 123 personnes exercent une activité salariée au moment où elles envoient leur lettre de candidature. Sans doute parmi cette dernière catégorie une bonne partie émane de demandeurs d'emplois qui, sans être déjà au chômage, sont menacés de s'y retrouver dans un bref délai.

«Peau douce», l'entreprise de couches pour bébés, envisageant de s'installer dans la région, offre dans un premier temps 150 emplois.

La direction du groupe doit donc choisir 150 candidatures parmi 800. Un rapide calcul montre qu'en moyenne elle dispose de plus de 5 candidatures par poste offert.

N'IMPORTE QUEL
EMPLOI

L'examen des postes auxquels les candidats postulent détruit également une autre idée reçue. Plus de 60 % des lettres de candidature ne précisent pas quel est le poste désiré. La plupart sont candidates « à un emploi », quelquefois « à tout emploi » et même « à n'importe quel emploi ».

Ainsi sommairement résumée, cette étude montre déjà : que les chiffres officiels du chômage sont très largement sous-évalués, que loin de ne pas trouver de candidats aux postes proposés, les patrons disposent, le plus souvent, d'un réservoir immense dans lequel ils peuvent puiser à leur guise et enfin que les demandeurs d'emplois ne sont pas ces « difficiles » qu'essayent de faire croire les mass-médias. Au contraire une bonne partie d'entre eux est prête à

exercer n'importe quelle situation. Enfin rappelons que depuis 77, le chômage s'est considérablement aggravé ; c'est tout dire. Les chômeurs qui ne veulent pas travailler ? Une fable.

Ils contrôlent
de plus en plus
dur

Le contrôle des chômeurs par l'ANPE semble assez sévère à Nantes. Un jeune témoin : « Tous les trois mois tu as un contrôle avec un agent des Assedic. Il ne te convoque pas pour te proposer du boulot mais pour te fliquer. Il faut que tu apportes ton dossier avec des lettres attestant que tu t'es rendu dans un certain nombre d'entreprises et qu'ils n'avaient rien à te proposer. Ils contrôlent de plus en plus dur ».

Visite à la sous-préfecture de Briey

LA REPONSE DES SIDERURGISTES LORRAINS

De notre envoyé spécial

Dans la nuit de lundi à mardi, cinq wagons de coke étaient déchargés à la sortie de l'usine sidérurgique «La Providence» par des militants CFDT. Plusieurs perturbations dans le trafic ferroviaire furent observées la même nuit. Vers 10 h 30 mardi, la CGT, pour sa part, déchargeait 48 wagons de coke sur le réseau ferroviaire d'Usinor ; c'est la première fois que ces déchargements de trains ne se font

pas sur les voies SNCF. Mardi soir, une nouvelle action était entreprise par la CFDT. «*Cette fois, écrit bien dans le Quotidien du Peuple que c'est notre réponse aux propositions de Boulin*», dit un délégué syndical CFDT d'Usinor au retour de l'action à Briey. La sous-préfecture de Meurthe-et-Moselle se souviendra longtemps de la visite des sidérurgistes en colère. Partis de Longwy à 19 h 30, 200 sidérurgistes

environ entraient vers 20 h 30 dans la sous-préfecture. Tout de suite les dossiers commencent à voler, certains atterrissent dans la cour intérieure. Les gendarmes mobiles ne tardaient pas à arriver et à investir la sous-préfecture de plusieurs côtés à la fois. Les manifestants coincés dans la sous-préfecture seront brutalisés à coups de pieds et de poings par les gardes mobiles après une bataille acharnée dans les

couloirs à coup de grenades lacrymogènes. Les flics n'utilisaient pas que les munitions réglementaires ; jugeant sans doute leurs grenades et leurs matraques insuffisantes, on en a vu plus d'un bombarder les manifestants avec divers objets et des pierres. Un chantier devant la sous-préfecture fournit les projectiles nécessaires aux sidérurgistes pour couvrir leur retraite avant l'arrivée des renforts poli-

ciers. Au retour de l'action, 4 médecins sympathisants de la lutte montreront concrètement leur soutien en soignant quelques blessés légers. Apprenant à la radio que le directeur d'Usinor-Denain au même moment, un porte-parole de l'Union Inter-syndicale de Secteur CFDT ne cachera pas sa satis-

faction : «*Ca, c'est ce qu'il faut, dans le Nord, dans l'Est, Boulin a la réponse qu'il mérite*». Tard dans la soirée, les syndicalistes discutent de la suite de l'action. Boulin apprendra que l'on ne se rit pas impunément des gars de Longwy.

François MARCHADIER

Usinor Dunkerque : débrayage en solidarité avec les sidérurgistes lorrains

Alors que la productivité augmente, accidents du travail en série

Dimanche 4 février, pendant le poste de l'après-midi, un accident grave s'est produit à l'aciérie une. Un cuvier à crassier a débordé et le pontonnier qui effectuait la manœuvre a vu sa cabine prendre feu à la suite d'une explosion. Le pontonnier est sorti de la cabine, mais ne trouvant pas d'issue a été obligé de sauter. Il s'est gravement blessé dans sa chute. Plus grave encore est l'attitude criminelle des chefs de la production qui, refusant d'arrêter le travail après l'accident, ont préféré im-

proviser une nouvelle cuve à crassier.

Le travail s'est donc poursuivi dans la nuit avec le «bricolage», provoquant un nouvel accident où quatre ouvriers ont été blessés par l'explosion de cette cuve à crassier «improvisée». Ces accidents en série se déroulent dans une période où Usinor Dunkerque fonctionne à plein rendement, au mépris de la sécurité des travailleurs. L'usine atteint presque actuellement les re-

cords de production qu'elle avait connu avant la crise.

Les syndicats posent des questions à la direction sur les circonstances de ces accidents : pourquoi la cabine est-elle si près de la poche ? Pourquoi le grutier, qui tapisse le fond des cuves à crassier est-il si souvent humide ? Pourquoi l'explosion s'est produite si tard après que la cuve ait débordé ? L'échelle de secours est-elle bien située ? Est-elle efficace dans ce genre d'accident ?

D'autre part, l'équipe d'après-midi, s'est mise en grève à la cokerie mardi après-midi à 13 h. (Ce secteur ne s'était jamais mis en grève). Cette lutte qui se situe dans un contexte où la productivité s'accroît dans l'usine, au mépris des conditions de sécurité, s'est déclenchée sur la question des salaires mais surtout par solidarité avec les sidérurgistes lorrains en lutte actuellement.

Correspondant
Usinor-Dunkerque

La manifestation des sidérurgistes lorrains, vendredi à Metz.

Sidérurgie : après la rencontre entre Boulin et les syndicats
LE GOUVERNEMENT CHERCHE
A GAGNER DU TEMPS

La rencontre entre Boulin, ministre du Travail et les fédérations syndicales de la métallurgie, qui s'est déroulée mardi, a finalement duré cinq heures d'affilée. Les résultats de cette entrevue sont conformes à ce qu'on pouvait en attendre. Boulin a proposé une série de réunions s'échelonnant dans un premier temps jusqu'au mois d'avril entre le gouvernement, les syndicats et le patronat. Des réunions qui, si elles risquent de ne pas apporter grand chose aux sidérurgistes, visent pour le gouvernement, à gagner du temps...

Boulin, au bout de plusieurs heures de discussions, a proposé en tout et pour tout, un dispositif de réunions diverses en trois phases qui, comme on va le voir, ne règlent évidemment rien du tout :
— une rencontre va être organisée, d'ici la fin du mois de février, entre Giraud, ministre de l'Industrie, et les cinq fédérations syndicales de la métallurgie présentes lors de la réunion de ce mardi avec Boulin (fédérations CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC). Les syndicats seront invités à présenter leur point de vue.

— Une seconde réunion devrait avoir lieu cette fois entre les dirigeants des trusts Usinor et Sacilor, et les syndicats au niveau régional ; cette fois ce sont les dirigeants patronaux qui seront invités à répéter devant les organi-

sations syndicales les mesures qu'ils jugent nécessaires pour «rassurer l'avenir» de leurs sociétés respectives, à savoir des milliers de licenciements.

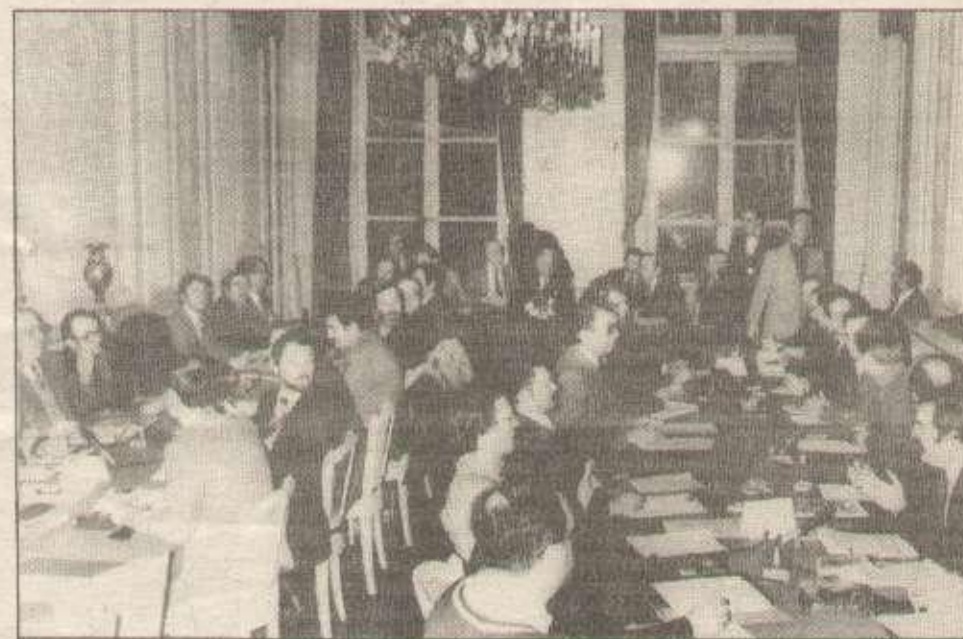
Après ces deux réunions, Boulin propose que soient mis en place des «Comités locaux» dans le Nord et la Lorraine. Il s'agit d'organismes où seraient représentés les syndicats et les administrations. Le rôle de ces comités : «Dresser, usine par usine, région par région, le nombre de licenciements, le nombre de créations d'emplois possibles».

Au terme de ces trois étapes, une nouvelle réunion aura lieu entre Boulin et les syndicats, à la fin du mois d'avril, où le ministre du Travail propose de tirer un «premier bilan». Un premier bilan de quoi, on ne sait pas bien, et pour cause : cette série de réu-

nions proposées par le gouvernement, ne vise pas à revenir sur les plans de chômage élaborés, sur le plan acier n°2, leur contenu le montre. Il s'agit plutôt pour le gouvernement de gagner du temps, de faire croire que l'on s'occupe du problème des sidérurgistes, afin de «calmer les esprits».

«PRE-RETRAITE»
ET MUTATIONS :
DES FICELLES USEES

D'ailleurs, les maigres propositions faites par Boulin, montrent suffisamment à elles seules, que le gouvernement n'a pas l'intention de revenir sur les plans de restructuration envisagés : le ministre du Travail a en effet parlé uniquement des moyens destinés à solutionner les problèmes des licenciements, qui ne sont donc pas remis en cause, comme on pouvait s'en douter. Boulin, pince sans rire, a ainsi proposé de faire bénéficier un certain nombre de sidérurgistes licenciés, du système de la «pré-retraite» qui serait du coup avancé à 55 ans (les travailleurs sidérurgistes de 56 ans et 8 mois, ont tous été licenciés ces dernières an-



La réunion entre Boulin et les fédérations syndicales de la métallurgie.

nées). Toujours très sérieux, Boulin aurait prétendu qu'une telle mesure réglerait le problème de 10 000 travailleurs. Boulin croit-il de la sorte noyer le poisson, faire accepter les milliers de licenciements par les sidérurgistes ? Rien n'est moins sûr : outre que le nombre de «bénéficiaires» annoncé par Boulin doit sérieusement être diminué, les sidérurgistes

qui, pour la plupart ont un membre de leur famille déjà au chômage, et nous l'avons vérifié il y a quelques semaines, ne sont pas prêts à accepter aujourd'hui cette retraite au rabais. La seconde mesure formulée par Boulin serait celle... des mutations. Où ? A Fos ? Là encore, la marge de manœuvres du gouvernement est pour le moins étroite. Les muta-

tions, que les sidérurgistes n'ont jamais accepté de gaieté de cœur, mais bien souvent faute de perspectives de lutte ces dernières années ne sont plus possibles aujourd'hui.

Bref, c'est bien une confirmation des plans de restructuration qui a été annoncée lors de la réunion de mardi.

NEGOCIATIONS POUR L'ENTREE DE L'ESPAGNE DANS LE MARCHE COMMUN

Lundi se sont ouvertes officiellement à Bruxelles les négociations entre la CEE et l'Espagne pour l'entrée de ce pays dans le Marché commun. Les négociations qui promettent d'être longues et difficiles, l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun heurtant de multiples intérêts.

L'entrée de l'Espagne dans la CEE avait longtemps été retardée par la nature de son régime politique, la CEE ne pouvant

admettre dans son sein que des pays de démocratie bourgeoise. Toutefois un accord d'association avait été conclu en 1970

entre l'Espagne et la CEE (à six). Selon cet accord, 60 % des exportations agricoles de l'Espagne bénéficient de réductions tarifaires, avec des taux différents selon les produits : ainsi, pour les vins, ces réductions sont de l'ordre de 30 à 60 %, dans la limite de contingents annuels : les réductions sont

de 40 % pour les agrumes, sous réserve du respect par l'Espagne des prix de référence communautaires. En contre-partie, l'Espagne applique des tarifs préférentiels pour certains produits de la CEE, en particulier les produits laitiers.

Par contre, les produits industriels espagnols entrent librement sur le mar-

ché des Six, pour l'essentiel des produits ; à l'opposé, l'Espagne a la faculté d'instaurer des droits de douane sur les produits industriels en provenance de la CEE.

Il y a une contrepartie à cette situation, pour les pays de la CEE, sous forme de facilités d'investissement en Espagne.

L'adhésion de l'Espagne au Marché commun impliquerait la levée, pour l'essentiel, des droits à l'importation en Espagne des produits industriels communautaires : on comprend dès lors que le CNPF se soit déclaré favorable à l'adhésion rapide de l'Espagne, et sans période de transition trop longue.

Le problème principal posé par l'adhésion de l'Espagne est celui des produits agricoles : l'Espagne est le deuxième producteur européen de fruits et légumes ; elle est favorisée dans la concurrence par son climat et le plus

faible coût de sa main-d'œuvre. Et surtout, l'Espagne a le plus grand vignoble d'Europe en superficie : les vins espagnols sont surtout concurrentiels dans le domaine des vins rouges de table : leur qualité et leur fort degré alcoolique les rendent propices au coupage. De ce fait, ils créeraient une concurrence sérieuse pour les vins français de même catégorie. D'où de vives inquiétudes dans le Midi viticole français mais aussi en Italie (l'entrée de l'Espagne rendrait plus difficile l'écoulement des vins italiens en France).

D'un point de vue global, l'entrée des trois pays de l'Europe du Sud accroîtrait considérablement l'hétérogénéité économique et politique de la CEE. On connaît les problèmes que l'Europe à Neuf peut avoir à définir des politiques communes : le cas du système monétaire européen en est un cas typique. Qu'en serait-il à douze ?

Il y a 17 ans, Charonne

La manifestation a commencé à 18 heures 30, à l'heure où se ferment les bureaux et les ateliers. Place de la Bastille, ils sont des milliers, à l'appel du PCF, à se réunir pour protester contre les exactions de l'OAS. En face, la police a mobilisé près de 3 000 hommes. Au dernier moment, à 17h, le ministre de l'Intérieur Frey a décidé d'interdire la manifestation, et a transmis les consignes en ce sens, 18 heures 40, place de la Bastille : la police charge, les matraques volent. Les manifestants ripostent, avec des pierres, avec des grilles d'arbres arrachées. C'est un corps à corps général, on court autour de la Bastille, dans les rues avoisinantes. D'un côté la police bien entraînée depuis les quelques années que dure la guerre d'Algérie. De l'autre des manifestants excédés par les massacres perpétrés par l'OAS et les attermoissements du gouvernement gaulliste. A 19 h 30, la police est maître du terrain. Elle poursuit encore quelques groupes, traqués dans les cafés, dans les ruelles, dans les entrées d'immeubles. Dans les bouches de métro. Comme au métro Charonne. C'était le 8 février 1962, il y a 17 ans. Ils seront neuf à mourir sur les marches du métro, écrasés, roués de coup par la police gaulliste. C'était un jeudi. Il y avait même un écolier parmi eux. Le 13 février, le peuple de Paris est descendu dans la rue pour leur rendre hommage. Nous étions un million dans les rues de la capitale.



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 324 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

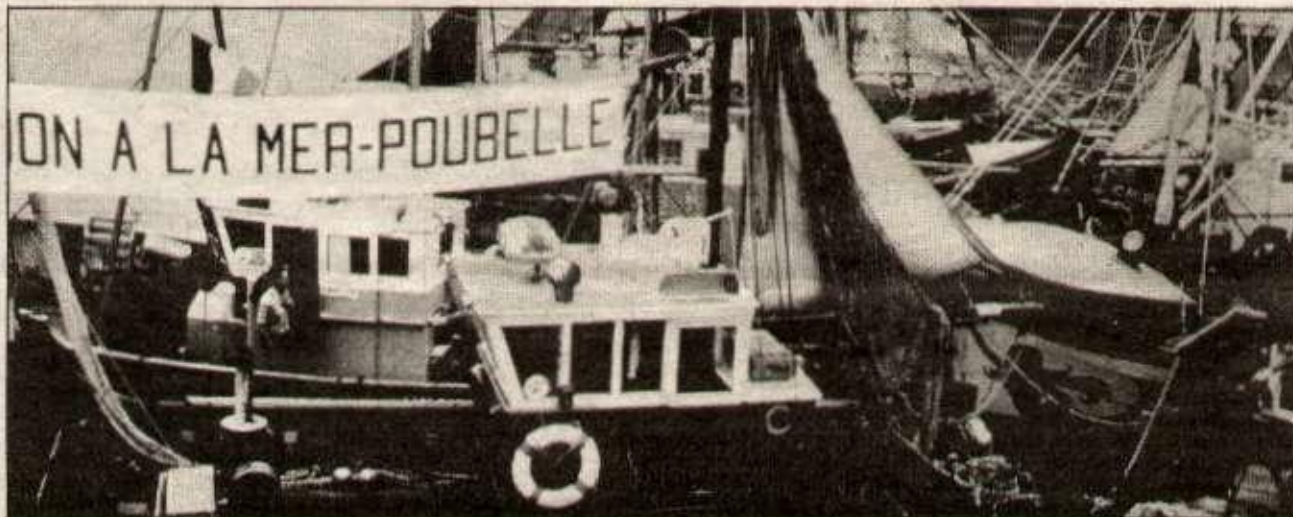
INFORMATIONS GENERALES

Genève : conférence sur la Méditerranée ON PARLERA DE SOUS, ON OUBLIERA L'ESSENTIEL...

La mer Méditerranée, mer fermée, est gravement malade, ce que dénoncent depuis longtemps nombre de scientifiques ou d'écologistes. Ainsi Cousteau déclarait-il, en 1975, devant les Nations Unies : « Si la tendance actuelle se poursuit, seules les bactéries porteuses de maladies pourront survivre en Méditerranée. La dimension du désastre qui nous menace dans quelques décennies est difficile à imaginer ». C'est clair, la Méditerranée est en danger de mort. Or, depuis cette déclaration, rien, ou si peu, n'a été entrepris. Les quelques mesures pour limiter certains rejets sont annulées par des quantités plus importantes d'autres produits. A noter que les pays riverains n'ont pu développer une politique commune que sur la nature des rejets déversés par bateaux ou avions : soit interdiction, soit limitation par autorisation. Un autre protocole était signé concernant la lutte anti-marée-noire, avec la création d'un centre de surveillance à Malte. La Méditerranée se voit néanmoins noircie chaque année de plus de 100 000 tonnes de pétrole provenant de la vidange des

Depuis lundi, Genève reçoit les représentants de dix sept pays riverains de la Méditerranée. Réunis à l'initiative du programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), les émissaires gouverne-

mentaux parleront finances quant aux plans de lutte contre les pollutions les plus graves, les gouvernements en retardent depuis plus de trois ans la signature d'un protocole...



soutes ou cuves de pétroliers et cargos...

On est loin de l'engagement pris par les mêmes gouvernements dans les précédentes conférences de 1975 et 1976, où ils s'engageaient à « prévenir, réduire, et combattre tous les types de pollutions, de toutes les sources ».

Tout au plus, a-t-il été créé un réseau de recherche et de surveillance, financé par le programme des Nations Unies pour

l'environnement. Or, les Nations Unies remettent en cause ce financement, pour lequel elles ont dépensé la somme de 7 millions de dollars depuis 1975 pour le plan Méditerranée, les pays riverains ne déboursant eux que 5 %. Le PNUE invoque ses fonds limités pour son programme qui doit couvrir aussi les océans, et ses obligations envers les pays riverains des autres régions maritimes. En effet, plu-

sieurs gouvernements ont demandé au PNUE qu'il facilite les rencontres et l'élaboration d'un programme commun de surveillance et d'épuration. Les pays riverains de la Méditerranée devront se mettre d'accord sur la répartition des 3,3 millions de dollars nécessaires à la poursuite du programme, le PNUE consentant à verser 750 000 dollars, sommes prévues pour 1979 et 1980. La conférence de

Genève risque de tourner essentiellement autour de cette question financière, les pays riverains, et plus particulièrement les pays industrialisés (Espagne, France, Italie), peu enclins à prendre des mesures concrètes qu'ils jugent onéreuses, devront donc faire la preuve de leur « bonne volonté » pour la sauvegarde de la Méditerranée.

Pour les trois pays industrialisés, cette preuve

tarde en tout cas de se concrétiser ; et dans une portion qui s'étend de Barcelone au Golfe de Gênes, la pollution y prend des tournures catastrophiques, notamment dans les périodes estivales, où maintenant il n'est plus rare de se voir les baignades interdites. En effet la part de pollution la plus importante (85 à 95 %) et la plus dangereuse provient des rejets telluriques. Marseille détient d'ailleurs le pom-pom, avec ses rejets records, avec ses égouts non traités qui se déversent directement dans la mer. De même, de nombreux industriels n'ont pas jugé utile et rentable de retraiter leurs déchets avant de les déverser, provoquant parfois la colère des pêcheurs ou des habitants, révoltés de voir la faune et la flore détruite par des profiteurs sans scrupules.

La conférence de Genève risque donc plutôt de voir certains pays opérer un volte-face lorsqu'ils seront devant leurs responsabilités, tandis que les pollueurs continueront leurs rejets, et que la Méditerranée pourra un peu plus...

IRAN

TRACTATIONS AU SOMMET

Alors que la veille, Khomeiny désignait comme Premier ministre de son gouvernement Bazargan, mardi plus de 100 000 personnes ont manifesté en faveur du nouveau «gouvernement provisoire» islamique, tandis que l'armée de l'air procédait à une nouvelle démonstration de force en faisant survoler la capitale par basse altitude par des hélicoptères et des chasseurs F 15.

Mehdi Bazargan, Premier ministre choisi par Khomeiny s'est expliqué récemment dans une interview sur ce qu'il entendait, lui et l'opposition religieuse par «République islamique». Après avoir rejeté toute ressemblance avec les régimes en vigueur en Lybie et en Arabie Saoudite, l'ancien dirigeant du Mouvement pour la libération de l'Iran a déclaré que son gouvernement serait du type de celui qui gouvernera le pays pendant les dix années du règne du prophète Mohamed et les cinq années sous celui du premier imam chiite Ali, soit un modèle qui remonte à 13 siècles ! Même si l'opposition religieuse se déclare prête à procéder à quelques réajustements pour réactualiser ce programme, il n'en reste pas moins que la situation du pays n'a évidemment rien à voir avec cette époque.

Ce refus de considérer le changement survenu dans les rapports sociaux va de pair chez les religieux avec l'absence de toute référence à la lutte des classes. Se définissant eux-mêmes comme les défenseurs des pauvres, les religieux reconnaissent deux catégories : les riches et les pauvres. Ils se sont fixés pour but leur abolition ou plutôt leur disparition qui devrait se faire automatiquement par l'instauration d'une République islamique qui romprait tous les liens avec l'impérialisme. Si jusqu'à maintenant, l'unité du mouvement populaire était restée grande car dirigée contre un ennemi commun : le Shah, des contradictions ne peuvent manquer d'apparaître face à la création d'un gouvernement islamique. Une certaine fraction de la petite bourgeoisie, qui jusqu'à



Première conférence de presse de l'ayatollah Khomeiny depuis son retour en Iran.

maintenant avait lutté aux côtés du mouvement populaire, effrayée par des excès commis par certains éléments de l'opposition religieuse plus ou moins contrôlés (atteintes à la liberté de la presse, attaques contre des manifestations de l'opposition non religieuse), pourrait se ranger derrière Bakhtiar qui ne manque pas d'utiliser ces incidents à son profit en

multipliant les mises en garde contre la «dictature noire». D'autre part, les travailleurs et en particulier les ouvriers du pétrole ne veulent pas d'un «gouvernement islamique» qui refuserait de prendre en compte leurs revendications spécifiques, c'est pourquoi dans un certain nombre de secteurs ils s'opposent à la reprise du travail prônée par Khomei-

ny. Ce dernier engagé dans la période dans des tractations à un haut niveau, que ce soit avec Bakhtiar ou avec l'armée, risque à terme d'entrer en contradiction avec les luttes des travailleurs qui pourtant ont permis pour une large part la chute du Shah.

Frank ROUSSEL

LES ALGERIENS AUX URNES

Mercredi, les Algériens étaient appelés à élire un président de la République qui succéderait à Houari Boumedienne. Ils ont confirmé dans son choix le Congrès du FLN qui proposait comme candidat à la présidence Chadli Bendjedid. Les nomades, les militaires et les immigrés font l'objet de mesures spécifiques. Dans les communes du Sud, les élections ont commencé lundi et des bureaux de vote itinérants ont été organisés afin de toucher toutes les populations disséminées à travers l'immensité des régions sahariennes.

AFGHANISTAN : LES COMBATS SE POURSUIVENT

Un des deux mouvements d'opposition islamique le «Jamiat Islami» indique dans un communiqué qu'il contrôle une vaste zone dans la province de Nouristan (le long de la frontière pakistanaise). Il affirme avoir récemment abattu un hélicoptère et causé de lourdes pertes aux troupes gouvernementales.

L'INTERVIEW DE SIHANOUK A ANTENNE 2

(Extraits)

Dans l'émission d'Antenne 2, *Question de temps*, lundi 5 février, Norodom Sihanouk a longuement répondu aux questions de trois journalistes, dont Jean-Pierre Elkabache. Ceux-ci essayant d'accréditer l'idée selon laquelle Norodom Sihanouk n'avait été que le jouet de puissances extérieures, ont tenté à plusieurs reprises, de façon grossière, de faire reprendre à son compte, par le prince, des positions différentes des siennes. Celui-ci a réagi vigoureusement à plusieurs reprises, contre ces tentatives.

Nous publions ci-dessous, à titre de document, quelques extraits de cette interview.

— Monseigneur, il y a quelques jours, vous disiez que vous étiez dégoûté par la politique, vous vouliez rester en exil, soit à New-York, soit en France, et aujourd'hui on apprend que vous retournez à Beijing (Pékin). Pour quelles raisons ?

Parce que depuis que j'ai décidé de ne pas rentrer à Pékin, alors mes amis chinois m'ont transmis plusieurs messages successifs, venant du Président Hua Guofeng, du Vice-Président Deng Xiaoping, venant même de la veuve de celui que j'aimais le plus, Zhou Enlai (Chou En-lai).

— Vous avez rencontré Deng Xiaoping à Washington. Est-ce que c'est lui qui vous a demandé instamment de rentrer à Beijing (Pékin) ?

Oui, instamment, en son nom personnel et au nom de son amitié, parce qu'après Zhou Enlai c'était Deng Xiaoping qui était mon ami le plus proche. Et au nom de toute la Chine populaire, du peuple chinois.

— Il vous a fait des promesses ?

Oui, il m'a fait des promesses, parce que ce qui n'allait pas entre nous, c'était que la Chine désire la coopération de Sihanouk avec les Pol-Potiens. Le Cambodge étant envahi et agressé, occupé par le Vietnam, je voulais bien défendre ma patrie face au Vietnam envahisseur, au Conseil de Sécurité. Mais quand j'ai eu fini ce travail-là, je ne voulais plus entendre parler des Pol-Potiens, je ne voulais plus coopérer avec eux. Mais les Chinois y tenaient absolument pour mener le Cambodge, le peuple cambodgien, selon eux, vers la victoire sur les Vietnamiens. Mais, sur ce point, ils ont capitulé, sur ce plan là, ils ont tout à fait capitulé (...).

— Et si les Chinois vous proposaient de prendre la tête d'un mouvement cambodgien depuis Phnom-Penh, l'accepteriez-vous ? Est-ce que vous êtes prêts à rentrer à Phnom-Penh avec l'appui des Chinois ?

Mais, les Chinois ne voudraient pas. Pour eux, cela serait une monstruosité. Parce que vous savez Phnom Penh est occupé par les Vietnamiens et les pro-vietnamiens (...). Ils m'ont dit ceci, les Chinois, ils m'ont dit qu'il ne serait jamais question d'un troisième gouvernement ou du moins d'un deuxième gouvernement puisqu'ils ne reconnaissent pas le gouvernement actuel à Phnom Penh.

— C'est-à-dire que la Chine continue à soutenir Pol-Pot ?

Les Chinois m'ont précisé qu'ils continueraient à soutenir Pol Pot pendant 20, 30 ou 50 ans s'il le fallait. Jusqu'à la victoire finale de Pol Pot (...).

Les Chinois veulent contenir les Russes. Leur hantise c'est le danger russe, que ce soit vers l'Europe, vers l'Afrique ou que ce soit vers la Chine elle-même ou que ce soit vers le Sud-Est asiatique. Alors il ne faut pas que le Cambodge appartienne aux Russes. (...).

— Pour vous, il n'y a pas de solution politique possible dans les mois et peut-être dans les quelques années qui viennent parce que les Chinois, les Soviétiques, les Vietnamiens n'en veulent pas ?

Vous pensez que les Américains acceptent cette situation pour l'Asie ?

Les Américains souhaiteraient une solution Sihanouk, c'est-à-dire souhaiteraient que d'une part, les Chinois renoncent à leur

idée fixe Pol Pot-Yeng Sary et puis d'autre part que les Russes et les Vietnamiens acceptent que le Cambodge se libère et donne la garantie d'être vraiment neutre avec Sihanouk (...).

— Pendant ces trois ans, de 1975 à 1978, les Khmers rouges se sont servis de vous, comme un paravent, comme une figure internationale ?

Non pas du tout. Yeng Sary était le pro-consul des Khmers rouges pour me surveiller pendant cinq ans. Quand j'étais Président de la Résistance cambodgienne à Pékin, il m'empêchait de vivre à l'intérieur du Cambodge. Ils ne m'ont jamais permis de vivre chez eux, en zone libérée, qu'un mois sur cinq années (...).

— Les massacres des Cambodgiens depuis 1975 c'est de la faute des leaders tels que Pol Pot et Yeng Sary. Vous le confirmez, Monseigneur ?

Je le confirme pour deux raisons. Je n'ai pas vu ça. On veut, en France et ailleurs, que je dise que j'ai vu, mais je n'ai pas vu. Mais je peux confirmer pour deux raisons. D'abord parce qu'il y a concordance des révélations chez les réfugiés qui se trouvaient dans tous les azimuts au Cambodge et puis leurs témoignages concordent. On ne peut pas dire que les réfugiés mentaient. C'est la raison principale (...).

— Comment expliquez-vous aujourd'hui que la Chine ait soutenu et con-

tinué à soutenir un régime aussi sanguinaire ? C'est ce qu'on n'arrive pas bien à comprendre. Et vous continuerez à soutenir la Chine et à aller à Pékin ?

Je continue à soutenir la Chine, j'ai de l'amitié pour la Chine. Mais en 1970, ce que m'a fait Lon Nol, ce que m'ont fait Nixon et Kissinger, eh bien, j'étais plus bas que terre, j'étais traîné dans la boue et c'est la Chine qui m'a redonné la force pour lutter et pour vaincre. Ils ont fait du gachis après ça, les Khmers rouges, mais nous avons quand même libéré notre pays de l'impérialisme américain. Les Chinois m'ont élevé aux nues. Avec Mao Zedong (Mao Tsé-toung), et Zhou Enlai je me suis senti un homme nouveau, quelqu'un, eh bien, je n'oublierai jamais cela. Est-ce que vous aimeriez que moi je trahisse les Chinois ? (...).

Dans des livres écrits sur moi, on dit que j'aurais tué des milliers de paysans, que j'aurais fait torturer à mort des milliers de patriotes. Je parle de ma soi-disant dictature des années 1960. Moi je dois vous poser cette question : maintenant qu'on me calomnie de cette façon on ne calomnierait pas les Khmers rouges aussi ? Puisqu'ils sont capables de dire que Sihanouk a tué des dizaines de milliers de paysans, des milliers de patriotes, alors quand on calomnie ainsi Sihanouk, est-ce qu'on ne serait pas capable de calomnier aussi les autres ?

— Vous voulez dire que le peuple cambodgien

soutient les Khmers rouges de Pol Pot ?

La preuve c'est qu'il y a des unités qui se battent pour Pol Pot.

— Vous m'avez raconté tout à l'heure que quand les Vietnamiens viennent soit disant libérer les Cambodgiens, ils les invitent à danser et à chanter, mais quand Pol Pot et ses amis reviennent, ils les exécutent.

C'est le New York Times qui le dit. Je vous ai bien précisé, avant l'interview que c'est le New York Times. C'est ma seule source de renseignements. Je n'ai pas à juger, j'ai seulement à vous dire ce que j'ai lu dans le New York Times (...).

— Si les Vietnamiens vous le demandaient maintenant, si on trouvait une solution de compromis, est-ce qu'on verrait Norodom Sihanouk à la tête du Cambodge ? Si on vous disait vous êtes la solution ?

Les Chinois ne veulent pas Sihanouk sans Pol Pot, alors si les Chinois ne sont pas d'accord comment voulez-vous que je sois la solution ?

A supposer que les Vietnamiens le veuillent, je ne serais une solution que si Chinois d'un côté et Russes et Vietnamiens de l'autre sont d'accord pour effacer le régime de Pol Pot, effacer le régime actuel à Phnom Penh et permettre à Sihanouk de refaire le Cambodge (...).



Sigmund Jöhn, le cosmonaute est-allemand, a été présenté en 78, par la propagande officielle, comme le symbole de la réussite à l'ombre du «grand frère» soviétique. Mais, le grand frère est plutôt encombrant. La présence permanente de ses 500 000 soldats sur le sol de RDA, ne déclenche pas l'enthousiasme et la propagande du régime sur le thème de «l'absence de chômage» — dont la réalité est loin d'être évidente, comme nous le rappelons ci-contre — n'est pas non plus en mesure de faire oublier la pression soviétique permanente dans le domaine économique, au nom de la «division socialiste internationale du travail», une pression qui suscite des réticences jusque dans les sphères dirigeantes.

La propagande du régime, totalement alignée sur Moscou pour tout ce qui concerne la situation internationale, parvient cependant à marquer, dans ce domaine, des points non négligeables. Mais, les jeunes allemands préfèrent souvent tourner le bouton de la radio du régime et suivre les programmes de l'Ouest, sans qu'il s'agisse nécessairement pour autant d'une «admiration inconditionnelle pour l'Occident».

Dans le contexte où se trouvent les Allemands de l'Est, les regards tournés vers l'Ouest expriment d'une certaine façon, le refus de la domination soviétique. Les mille blagues qui circulent à propos des Russes sont édifiantes. Et le russe est-il obligatoire à l'école ? On se dépêche vite de «l'oublier», comme dit Rudolph. Une caserne russe dans chaque ville, des convois de «l'Armée rouge» partout, surtout lorsqu'on s'approche de la frontière avec l'autre Allemagne, c'est difficile à oublier.

UNE PROPAGANDE INFLUENTE

Mais cette occupation s'accompagne d'un véritable matraquage par la propagande. On dit de la propagande et de l'information en RDA que c'est l'un des secteurs les plus «soviétiques» du pays, un des secteurs «sans fissure», c'est *La Pravda* traduite en allemand. Si cela explique la désaffection de la population pour la presse et la télé Est-allemandes (pour celle-ci, 40 % d'écoute, selon les sondages), il en reste néanmoins des traces... Les «justifications internationales» qui sont données de la présence soviétique font parfois mouche. Ainsi, nombre d'Allemands de l'Est dé-

noncent le prétendu «expansionnisme chinois», donnent raison au Vietnam ou à l'Éthiopie de Mengistu. La propagande dans ce sens, son développement actuel dans les écoles, mettent au premier plan le thème de la préparation à la guerre. Les cours dans les écoles, sur les dangers de la bombe à neutrons et l'agressivité de l'OTAN, pèsent pour faire admettre le bien-fondé des mesures du pacte de Varsovie, décidées sous l'autorité du Kremlin.

LA «DIVISION DU TRAVAIL» AVEC L'URSS

Cependant, les contraintes économiques auxquelles la RDA est soumise par l'URSS viennent rappeler que celle-ci n'a pas pour objectif d'offrir une «protection désintéressée». La dépendance de la RDA vis-à-vis de l'URSS, en matières premières, est d'autant plus lourdement ressentie que leur prix a augmenté plus vite que le prix des biens finis exportés en URSS par la RDA*.

C'est au nom de «l'intégration socialiste» que Moscou s'oppose aux velléités du gouvernement de RDA pour diversifier davantage ses

sources et ses marchés et que certaines entreprises de RDA produisent à 100 % pour l'exportation vers l'URSS, transformant la RDA en véritable atelier de sous-traitance de l'URSS. De plus, l'URSS interdit à la RDA de développer de façon autonome certaines industries, elle l'oblige à produire «en commun», en particulier dans les secteurs de pointe, tels que le nucléaire ou l'informatique, mais aussi dans des domaines plus courants, concernant les biens de consommation, tels que l'électro-ménager. Cette division du travail dans la production des pièces

font que la RDA ne peut pas livrer elle-même le produit fini, dans les secteurs indiqués. Comme les autres pays d'Europe de l'Est, la RDA a payé aussi un lourd tribut pour la construction du gazoduc qui permet à l'URSS de leur vendre son gaz naturel. Non seulement la RDA a fourni de la main d'œuvre, mais elle a

fait que la RDA ne peut pas livrer elle-même le produit fini, dans les secteurs indiqués. Comme les autres pays d'Europe de l'Est, la RDA a payé aussi un lourd tribut pour la construction du gazoduc qui permet à l'URSS de leur vendre son gaz naturel. Non seulement la RDA a fourni de la main d'œuvre, mais elle a

fait que la RDA ne peut pas livrer elle-même le produit fini, dans les secteurs indiqués. Comme les autres pays d'Europe de l'Est, la RDA a payé aussi un lourd tribut pour la construction du gazoduc qui permet à l'URSS de leur vendre son gaz naturel. Non seulement la RDA a fourni de la main d'œuvre, mais elle a

fait que la RDA ne peut pas livrer elle-même le produit fini, dans les secteurs indiqués. Comme les autres pays d'Europe de l'Est, la RDA a payé aussi un lourd tribut pour la construction du gazoduc qui permet à l'URSS de leur vendre son gaz naturel. Non seulement la RDA a fourni de la main d'œuvre, mais elle a

R.D.A: Derrière la «vitrine»...

Des jeunes allemands de l'Est parlent de leur pays «Réussite» à l'ombre du «grand frère» soviétique

SIGMUND JOHN N'EST PAS UN MODELE !

Reportage de Robert MILCAT

Les aventures de Sigmund Jöhn

Le zèle dont fait preuve le régime pour vanter en toutes occasions «les liens indissolubles entre l'URSS et la RDA», a atteint un nouveau sommet lorsqu'en 1978, un cosmonaute Est-allemand, Sigmund Jöhn a été envoyé dans l'espace avec un cosmonaute soviétique. Partout, les slogans saluaient l'événement. On ne pouvait faire un pas, rentrer dans un établissement, sans rencontrer la face hilare, tirée en affiches, à d'innombrables exemplaires, des deux cosmonautes-vedettes, avec cet éternel commentaire : «Ensemble sur la terre comme dans l'espace». Le matraquage était tellement énorme qu'on a pu dire que certains responsables à la propagande avaient peut-être volontairement forcé la dose. En tout cas, cette «opération espace», opération de propagande au service de l'URSS, semble avoir quelque peu raté son but, tant la population a jugé ridicule une campagne aussi «débordante».

Histoire entendue en RDA

De cette aventure spatiale est née une histoire qu'on raconte aujourd'hui en RDA :

«Sigmund Jöhn revient de l'espace avec son collègue soviétique. C'est l'euphorie : «Le premier Allemand dans l'espace, un citoyen de RDA !»

Mais, on remarque que Sigi (1) a des mains énormes et couvertes de pansements. Inquiet, Honnecker l'interroge. Alors, Sigi s'effondre en larmes sur l'épaule du Président : «Chaque fois, dit-il, que j'allais appuyer sur un bouton, actionner une manette, effectuer un contrôle, il me tapait sur les doigts en disant : «Touche pas à ça !»

(1) Sigi : Nom familial, donné ironiquement à Sigmund Jöhn.

A Magdebourg, ville occupée

Magdebourg, où nous avons rencontré Rudolph, jeune ouvrier soudeur, est une grande ville industrielle proche de la frontière avec la RFA. Une ville, comme toutes les grandes villes de RDA, avec de larges avenues sillonnées par les tramways et les bus, un intense trafic automobile. Une particularité tout de même : il y a aussi un gros trafic de camions militaires soviétiques. C'est ainsi chaque fois que l'on se rapproche de la frontière avec la RFA. La nuit, à Magdebourg, on ne croise plus seulement des camions, mais aussi des «panzers» soviétiques. En haut lieu, on dit que ces derniers ne sortent pas le jour, pour raisons de «sécurité militaire». N'est-ce pas aussi pour éviter l'hostilité de la population ?

«Je vais partir en vacances en Bulgarie, nous dit Rudolph, ça me coûte 1 300 marks pour quatorze jours par le bureau de voyages. Je vais voir si c'est possible de se tirer en Turquie, savoir s'ils ont le droit de te tirer dessus à la frontière. Si on essaye de se tirer, on risque gros. Si tu ne te fais pas tirer dessus, ils t'envoient à Schwedt. Schwedt, c'est un combinat sidérurgique, mais là-bas, il y a aussi autre chose, un peu comme la Sibérie. S'ils te prennent, ils t'envoient là-bas casser des cailloux pendant trois ans, et quand tu reviens, tu n'es plus un être humain. On est un peu comme les Juifs sous Hitler.

Rudolph dit que les libertés ici

sont inférieures à ce qu'elles sont dans d'autres pays de l'Europe de l'Est. Pour lui, il n'y a que le niveau de vie qui est meilleur.

«On dit que nous sommes libres citoyens de RDA, mais on est ici comme en prison. En Pologne, en URSS, en Bulgarie, en Hongrie, ils peuvent sortir après le service militaire, ceux qui ont de l'argent. Pour avoir un passeport, il faut payer en Pologne 1 000 dollars, et au marché noir, tu achètes le dollar 40 à 60 zlotys. Il y a des Polonais qui viennent en bateau, des marins, et qui font du trafic, des jeans, des chaussures ; il n'y a qu'ici et en Russie qu'on ne peut pas sortir comme on veut. En Roumanie, aussi. Mais je préfère encore être ici qu'en Russie, car ici, c'est le niveau de vie le plus élevé des pays socialistes.

«Le Français, je ne le sais pas, ça ne me sert à rien, je ne peux pas aller en France. Et le Russe, que tout le monde doit apprendre à l'école, ça ne m'intéresse pas, je n'ai pas envie de le savoir, je préfère l'oublier.

«A la boîte, ils avaient demandé des soudeurs pour partir en chantier à l'étranger comme monteurs. Je me suis proposé, mais ils ont refusé, parce que je n'avais pas 26 ans. Mais je connais quelqu'un qui a 25 ans et qui est parti. Seulement, moi, je ne suis ni au parti, ni à la DSF («amitié germano-soviétique»), tu comprends...

Alors, la télé de «l'autre côté», c'est un peu l'évasion.

«La télé d'ici, quand tu la regardes, ça ne vaut rien. Tu te crèves toute la journée au boulot, et quand tu rentres et que tu mets la télé, on ne te parle que de travail !

«A la télé, on regarde le sport sur les chaînes de RFA, alors qu'il y a un programme de RDA où il n'y a pas pratiquement que du sport. Par exemple, un soir, il y avait le match Cosmos-Bayern, qui a été très largement suivi ; on en a discuté au boulot, alors qu'en même temps, il y avait un match de coupe RDA-Bulgarie que personne n'a suivi.

— Comment les travailleurs voient-ils les pays occidentaux ? Est-ce qu'ils veulent y aller ?

«Avant, il y en avait beaucoup qui voulaient se tirer. Mais d'un côté, il y a le chômage à l'Ouest. Le soir, ici, quand on va se coucher, on s'endort tranquillement sachant qu'on aura du travail le lendemain. Un exemple : cet avion de Pologne qui a été détourné sur Berlin-Ouest par des Allemands de l'Est, il y en a peu qui sont restés de l'autre côté. Eh bien, on en a discuté à l'usine dans mon équipe. On se demandait ce qu'on aurait fait si on s'était retrouvé dans l'avion. Et la plupart des gars ont dit qu'ils seraient revenus ici, pour les raisons que j'ai dites, et en plus à cause de leur famille, etc. Et vous, si brusquement les frontières se fermaient, et que vous deviez rester ici, qu'est-ce que vous feriez ?»

Un pays sans chômage ?

La RDA est-elle ce pays sans chômage, auquel rêvent les ouvriers ? Certes, les offres d'emploi sont nombreuses pour les jeunes au sortir de l'école. Certes, il est quasiment impossible pour un directeur d'usine de licencier un ouvrier de son propre chef. C'est ce que vous expliquera n'importe quel officiel en RDA. Pourtant, la réalité n'est pas aussi simple.

Les dirigeants de RDA font de la montée du chômage à l'Ouest, un point fort de leur propagande sur la «supériorité» de leur régime pour mieux faire accepter l'exploitation, l'absence de libertés et de pouvoir pour les masses qui seraient en quelque sorte la rançon payée à un «droit au travail» établi pour tous.

Le régime capitaliste d'État en RDA a tenté de conserver une certaine crédibilité avec le thème de la «solution» aux problèmes de l'emploi, et essayé à travers cela d'endiguer, depuis les révoltes de 1953, le mécontentement des ouvriers, privés de libertés et exploités.

UN SOUS-EMPLOI CAMOUFLÉ ?

Mais le chômage est-il absent ? En RDA, on dit souvent, notamment au niveau dirigeant, qu'il existe un manque de main d'œuvre. C'est ainsi qu'on «justifie» pour une part l'existence du mur de Berlin depuis 1962 : empêcher le départ de bras et de cerveaux. Pourtant, beaucoup d'Allemands de l'Est, même des officiels, vous diront qu'ils ne croient pas à cette théorie du manque de main d'œuvre. Les plaintes de directeurs d'entreprises sur «la très basse productivité du travail», sur le «gonflement exagéré» de la couche des employés de l'administration, indiquent que les autorités se

financé en prêtant à l'URSS des fonds, à un taux ridiculement bas (entre 0,5 % et 1 %).

ENTRE L'EST ET L'OUEST

Peut-on dire, comme Robert Haveman (cf QdP du 6 février), qu'il y a en réaction à cet état de chose, une «admiration inconditionnelle pour l'Ouest» ? Les biens de consommation de l'Ouest ont un attrait certain, et le blue-jean est devenu un peu l'uniforme des jeunes de RDA. En sport, les équipes de foot les plus populaires sont le Bayern ou Moenchengladbach de RFA. Pour les voyages, les jeunes préfèrent souvent à l'URSS voisine, l'Italie, la France, l'Espagne, tandis que la radio et la télévision de l'Ouest ont un réel succès. Le gouvernement Est-allemand a fait le choix de laisser se développer ce phénomène, estimant sans doute qu'il valait mieux laisser les médias de RFA occuper le vide créé par les nombreuses réticences de la population Est-allemande à l'égard de sa propre propagande.

Dans les circonstances particulières où se trouve placé le peuple de RDA, en l'absence actuelle de véritables perspectives, le fait que «l'euro-communisme» soit assez à la mode en RDA, que Berlinguer, et même Marchais, y connaissent une certaine popularité, reflète sans doute, paradoxalement, le désir de se démarquer du modèle soviétique, sans prendre la défense du capitalisme occidental.

*Le prix de ces matières premières a doublé depuis 1973.

Nous terminons aujourd'hui notre enquête : RDA : derrière la vitrine...

sont souvent contentées de camoufler le chômage plutôt que de l'éliminer.

En réalité, le plein emploi existait-il vraiment en RDA ? Répondre oui serait d'abord ignorer le phénomène de mobilité des travailleurs, très important dans certaines régions, et qui fait — comme nous l'avons vu (QdP du 31 janvier) — que des travailleurs peuvent se retrouver sans emploi pendant une période plus ou moins longue (six mois ou plus) entre deux emplois différents, période sans indemnités.

L'ÉTAT-PATRON

Et puis, surtout, rappelons que c'est l'État qui est maître de l'emploi en RDA. Si un directeur ne peut licencier, l'État, lui, le peut, et partout, puisque les emplois sont publics. Le cas se présente le plus souvent sous la forme de répression politique, contre des ouvriers grévistes, des jeunes qui se sont révoltés contre la police, contre la plupart de ceux qui ont manifesté le désir de quitter la RDA*. Tous ceux-là, quand ils ne sont pas en prison, sont punis de chômage ou d'emploi précaire, au gré de la volonté du parti et de l'État qui en font de véritables parias.

Le droit au travail compris sous la forme : travaille et tais-toi, les interdictions professionnelles de facto et le chômage, comme instrument de répression politique : nous voilà un peu loin de ce «paradis» auquel rêve Monique (QdP du 27 janvier).

*Ils sont estimés à plusieurs dizaines de milliers.

Le quotidien
du peuple

VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

H.L.M.

Le scandale
de Paris

Les premiers résultats de ces élections concernent 212 offices sur 298. La participation moyenne des inscrits (ils sont plus d'un million) a été de 29 %. Cependant, les écarts de participation varient de 5,7 % à 70 % (office municipal de Thionville). Il n'est donc pas possible d'en définir les tendances générales.

Toutefois, on note que c'est la CNL (Confédération nationale du logement) qui obtient la majorité dans de nombreuses cités. Elle obtient 53 % des sièges attribués soit 217. Viennent ensuite les candidats de la confédération syndicale du cadre de vie (CSCV) avec 32 sièges et 7,8 % des voix.

Les autres organisations (CGL, CSF, associations locales ou candidatures individuelles) se partagent 158 sièges.

Les résultats définitifs ne seront connus qu'après avril, date jusqu'à laquelle s'échelonnent encore les élections.

Elections

Voici plus d'un an, le 16 septembre 1977, un arrêté ministériel suspend le Conseil d'administration de l'office. Depuis 1975, tout le monde savait, l'office eu un fort déficit financier. Jacques Barrot alors secrétaire d'Etat au logement avait même pu dire à l'époque : « La situation est pire que je ne l'imaginais au départ ». Mais personne n'avait bougé le petit doigt. Personne... sauf les présidents du Conseil qui démissionnaient tour à tour et l'Humanité réclamant plus de place pour ses ouailles et sa pré-traille dans l'église des HLM.

Le gouffre financier s'élargissant, ce n'est que le 9 septembre 1977 qu'on commence à entendre parler de corruption, de dessous de table, notamment par la lettre de démission du Président Jacques Saunier. Il faisait état « de l'impunité de ceux qui se sont rendus coupables des maux dont semble souffrir l'office ».

Peu de temps avant, l'ingénieur Gnard, chargé du service « Chauffage et entretien » était suspendu.

A la suite de la décision ministérielle de 1977, la Cour des comptes fut chargée d'établir un rapport sur la situation de l'office. Le rapport est fait depuis plusieurs mois mais il n'est pas rendu public. On sait seulement qu'y figure une critique sévère « des services d'entretien et de chauffage en particulier gérés de façon désordonnée » (!) Ainsi des trop-payés de 85 millions anciens pour l'année 1977, des factures non enregistrées...

Une information contre X vient enfin d'être ouverte par le parquet pour « corruption d'employés ou de fonctionnaires, es-croqueries et infractions aux articles 189 et 190 du code de l'urbanisme visant le fait d'obtenir des avantages de fournisseurs ! Les accusations sont sévères mais dans ces cas-là, les peines ont une légèreté troublante. Bref, il ne faut plus s'étonner que les charges d'entretien et de chauffage représentent plus de 50 % du loyer principal dans les HLM. Le scandale qui rebondit ne fait qu'indiquer avec netteté que c'est injuste. Aux locataires de s'appuyer là-dessus.

LE CHAUFFAGE "TOUT ELECTRIQUE"

Un cadeau d'EDF aux trusts de l'isolation

Nicolas GUILLOT

Le coût
du tout électrique

Si vous avez le malheur de tomber dans un logement HLM ou autre, équipé en chauffage électrique, voilà ce que cela vous coûtera. D'abord, il faut un compteur plus puissant, dont l'abonnement coûte de deux à trois fois plus cher que le compteur domestique normal. Ensuite, le prix du kilowatt/heure dépendra du type de tarification choisie, mais il est toujours bien plus proche du prix domestique habituel que des prix de faveur consentis aux gros industriels. Vous pourrez bénéficier des tarifs dégressifs heures pleines/heures creuses; mais pas de chance, c'est pendant les heures pleines, les plus chères, que votre chauffage pompera le plus. Pour peu que l'isolation réglementaire ait été mal faite, ce qui est souvent le cas, vous serez obligés de mettre les radiateurs à fond en permanence, et le compteur tournera à toute vitesse.

En résumé, le chauffage tout électrique revient, en collectif, à environ 23 F le M² par an, contre 15 F pour le gaz et à peu près autant pour le fuel; environ la moitié plus cher. Cela représente, pour une famille moyenne, une dépense de près de 2 000 francs de chauffage par an.

Le label Promotelec

Une fois élaborées, les normes à respecter pour les installations de chauffage électrique, il fallait quelqu'un chargé de vérifier l'application de ces normes. C'est le rôle assigné à l'organisme Promotelec: si les normes sont respectées, il décerne le « label Promotelec » ouvrant droit aux quelques avantages de tarif EDF. Promotelec ne fait d'ailleurs pas que ça, une campagne télévisée actuellement en cours, le présente comme l'organisme de bon conseil en matière de sécurité des installations électriques.

Que de missions officielles louables et désintéressées... pourrait-on penser. Or, en réalité, Promotelec est une émanation tout ce qu'il y a de plus officielle des fabricants et des installateurs d'appareils électriques, gens dont le souci premier n'est certes pas le respect des normes et de la sécurité! Encore un petit cadeau d'EDF.

Le réseau EDF est insuffisant pour satisfaire les besoins actuels; la grande panne de décembre l'a brillamment démontré. A qui la faute? Pour EDF, les fautifs, ce sont les autres. En décembre, on criait haro sur le consommateur, celui qui avait eu l'audace d'allumer un chauffage d'appoint ou de brancher une machine à laver à un moment de grande pointe. Aujourd'hui, Boiteux, le nouveau directeur d'EDF, crie haro sur les habitants des régions où il veut construire des centrales nucléaires et se livre à un odieux chantage: pas de centrale, c'est l'électricité plus chère.

On oublie vite, chez EDF, la formidable chasse au client à laquelle on s'est livré, il y a environ 10 ans. C'était l'époque du compteur bleu et du « tout électrique ».

En 1969, un logement sur 100 seulement était chauffé à l'électricité; aujourd'hui, dix ans après, trente sur cent... Voilà qui pèse de façon non négligeable sur l'augmentation de la consommation d'électricité; mais EDF n'a pas à en être surprise puisque c'est elle-même qui, à partir de 1970, a lancé une vaste campagne publicitaire en faveur du « chauffage intégré », dit « tout électrique », une campagne dont les chiffres ci-dessus traduisent le grand succès.

A l'époque, il n'était pas encore question d'économies d'énergie: ce qui comptait, pour EDF, c'était de vendre à tout prix des kilowatts/heure, et elle a mis le paquet pour en vendre. Et pourtant, il y avait déjà à cette époque un obstacle de taille: à conditions égales, le chauffage électrique revenait beaucoup plus cher que les autres modes de chauffage, fuel ou gaz. Dans des proportions telles, que même une réduction importante des tarifs n'aurait pas rendu le tout électrique compétitif.

Qu'à cela ne tienne, les responsables d'EDF ont contourné cet obstacle d'une façon bien simple: ils ont imposé, pour les logements chauffés en tout électrique, diverses conditions techniques: une isolation rigoureuse de tous les murs et toits, un double vitrage isolant sur les fenêtres, un système de ventilation mécanique des logements...

Dans ces conditions, il est évident que les pertes de chaleur du logement par les murs et les fenêtres sont fortement réduites, et qu'il y a besoin de moins d'énergie pour le chauffer, qu'elle soit d'origine électrique ou autre. Une petite réduction de tarif et le tour était joué: l'électricité, malgré son coût très élevé par rapport aux autres formes d'énergie, devenait compétitive. Et on se mit à installer du tout électrique à tour de bras, en expliquant que les dépenses supplémentaires en isolation, lors de l'installation, seraient vite amorties par des économies substantielles sur l'exploitation.

Ce fut presque vrai pendant

un court temps, puis il y eut ce qu'ils ont appelé la « crise du pétrole » et la politique des « économies d'énergie ». Le prix du fuel a augmenté et en 1974, pour réduire la consommation de fuel de chauffage, un décret imposait une isolation renforcée sur tous les immeubles neufs, quelque soit leur mode de chauffage. Et malgré tout ça, le chauffage électrique reste encore le mode de chauffage le plus cher. D'autant plus qu'en 1977, inquiète devant l'augmentation de consommation électrique, EDF prenait des décisions visant à freiner le développement du tout électrique: on en supprimerait une bonne partie de ses avantages tarifaires, tout en continuant à exiger une isolation plus importante que pour les autres modes de chauffage.



Une maison bardée d'isolant: le cadeau d'EDF à BSN et Saint-Gobain.

Le marché de l'isolation: chasse gardée

Quand EDF imposait en 70 une isolation renforcée pour le chauffage électrique, quand en 74, l'Etat étendait cette obligation à tous les logements neufs, ils n'allaient sûrement pas dans le sens d'une réduction des coûts de construction, donc des loyers; par contre, ils rendaient un fier service aux industriels de l'isolation.

L'isolation en France, c'est essentiellement deux trusts, Saint-Gobain et BSN. Ils sont surtout connus pour leurs vitrages; mais Saint-Gobain, c'est aussi ISOVER, le spécialiste de la laine de verre et des matériaux isolants. A la suite des décisions gouvernementales, entre 75 et 77, les ventes de vitrage isolant ont augmenté de 43 %, et un porte-parole de Saint-Gobain déclarait récemment: « cette année-là (74), nos ventes de produit pour toiture ont progressé de 60 % par rapport à celles de 73 ».

Le cadeau fait à Saint-Gobain et BSN était déjà d'importance, mais en plus, on leur en a quasiment réservé le marché. La qualité d'un matériau de construction est officiellement sanctionnée par ce qu'on appelle « l'avis technique », sorte de label de garantie, faute duquel le constructeur n'est pas sûr d'être couvert par les assurances en cas d'ennui. Or, à ce jour, alors qu'il existe de très nombreux fabricants de vitrage isolant, seuls 7 types de vitrage ont obtenu cet « avis technique », et dans les 7, il y en a 4 pour BSN et Saint-Gobain.

Depuis peu, les fabricants d'isolant se plaignaient; la construction des logements neufs commençait à baisser et le marché de l'isolation se mettait à stagner... Comme par hasard, le ministre de l'Équipement vient d'étudier de nouvelles normes d'isolation pour la réhabilitation des immeubles anciens...

Encore de beaux jours pour Saint-Gobain et BSN.

NANTES

Mardi, plusieurs milliers de métallos dans la rue

Les flics quittent Brissonneau

L'invasion et l'occupation de l'usine Brissonneau, perpétrées par les flics dans la journée de lundi, a suscité une vague de colère dans la métallurgie nantaise. La solidarité amorcée lorsqu'il a fallu

expulser de Brissonneau les cadres et agents de maîtrise qui s'y étaient introduits, a pris un caractère beaucoup plus large devant l'occupation policière.

Dès 6 heures du matin, les piquets autour de l'entreprise ont été renforcés par des travailleurs venus d'autres entreprises. Et enfin, à 10 heures, 4 000 métallurgistes venus des ACB, de Bubigeon, de la Nantaise de Fonderie, de l'Aérospatiale, etc., se sont regroupés pour manifester. Aux cris de «Libérez nos usines», «Brissonneau vivra», «La navale ne coulera pas», la manifestation se rendait à la préfecture, puis au centre Neptune, où le Conseil général sablait avec le préfet la réélection de Guichard à sa présidence. Pris de court par la combativité des travailleurs, le préfet ne pouvait escompter se protéger avec quelques rangées de



L'occupation par les travailleurs quelques jours avant l'intervention policière.

Mercredi matin, la direction de Brissonneau a décidé d'organiser un vote à bulletin secret. Elle a pour cela envoyé une lettre à chaque travailleur, avec un bulletin de vote qu'ils doivent renvoyer. Les travailleurs licenciés n'ont pas reçu de lettre, dans la mesure où la direction estime qu'ils sont licenciés depuis le 20 janvier, et qu'ils ne font plus partie du personnel. Les organisations syndicales envisageaient, mercredi matin, de boycotter ce scrutin patronal.

flics présents. Ces derniers se faisaient copieusement arroser de jets de tomates, d'œufs et les appels au calme des réformistes ne suffisaient pas à contenir la colère des métallos. Le préfet a dû annoncer l'évacuation de Brissonneau par les flics, prendre l'engagement d'empêcher mercredi toute attaque de cadres et d'organiser dans la journée, des négociations avec la direction Schneider.

L'action de mardi matin, jugée positive pour les résultats qu'elle a donnés, a permis de mesurer précisément à deux jours de la journée d'action du 8 février, l'état du durcisse-

ment de la révolte des travailleurs nantais devant la montée du chômage et la fermeture toute proche de la navale et de ses sous-traitants. Enfin, ces deux jours ont été émaillés de faits qui montrent que les travailleurs n'entendent plus simplement «manifeste leur volonté de lutte» ou leur «force» dans des journées symboliques ; par exemple, c'est sous la pression directe des travailleurs que les permanents et le syndicat métaux CFDT ont dû accéder à la demande de la section syndicale Brissonneau de faire venir les travailleurs au piquet. Ensuite tout au

long de la manifestation, dans les rangs aussi bien des chantiers de Dubigeon, comme des ACB ou de la Nantaise de Fonderie, les métallos discutaient des actions concrètes payantes qu'il faudrait envisager pour s'opposer au licenciement et aux interventions policières. La journée du 8, son ampleur, et la possibilité de déboucher sur des actions, dira si à l'exemple des travailleurs de la sidérurgie, les métallurgistes vont dans les semaines qui viennent multiplier les actions.

Corres.

DEMISSION AU PCF

Jean Thibeaudeau, écrivain, membre du Conseil de rédaction de *La Nouvelle Critique*, collaborateur de la rubrique culturelle de *l'Humanité*, vient de faire savoir qu'il ne reprenait pas sa carte du PCF. Thibeaudeau estime que «peut être qu'en bonne démocratie il ne faut rien confondre : une classe, un syndicat, un parti et l'Etat ou les intellectuels ; jusqu'à l'individu seraient des choses toutes différentes, toutes dépassables à la condition de n'en écraser aucune sous la raison d'Etat». Thibeaudeau avait adhéré au PCF en 1970.

AUTONOMES INCULPES

6 jeunes «autonomes» arrêtés après avoir fracturé un parcmètre, ont été déferés devant le

Parquet. La police les accuse d'avoir participé à l'action revendiquée par le «Groupe autonome pour une action radicale contre le capital», action qui a abouti à la destruction de 227 parcmètres dans diverses rues de Paris.

MONTANTS COMPENSATOIRES : MARATHON ENGAGE

Les ministres de l'Agriculture des Neuf pays de la CEE sont engagés dans un nouveau marathon. Lundi et mardi, ils discutaient à Bruxelles de la réduction éventuelle des montants compensatoires, ainsi que des augmentations des prix agricoles. La réunion s'est terminée dans la nuit de mardi sans qu'un accord ne soit intervenu. Les ministres se retrouvent donc lundi prochain, sans qu'une

issue positive immédiate ne puisse être pronostiquée. De cet accord dépend pourtant la mise en place du nouveau système monétaire européen.

ELECTIONS ESPAGNOLES : PREMIER SONDAGE

Le quotidien espagnol *El País* vient de publier un premier sondage à propos des élections législatives qui doivent avoir lieu

le 1^{er} mars. Ce sondage indique dans l'ensemble une relative stabilité du corps électoral. On note toutefois un léger recul des partis socialistes et centristes, ainsi que du PCE, au profit des partis nationalistes en particulier. Le PS obtiendrait 24,7 % des voix (contre 25,5 en 1977) et l'UCD (centristes), 24,9 % contre 26,7 % en 1977. Le PCE n'obtiendrait que 6,7 %.

L'Iran quitterait le CENTO

L'agence officielle d'information iranienne a annoncé mardi que l'Iran se propose de quitter le CENTO, ou pacte militaire de défense de Bagdad (équivalent oriental de l'OTAN) qui comprend l'Iran, la Turquie, le Pakistan, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. D'autre part, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Bakhtiar a indiqué que l'Iran «reconsidérerait» ses relations avec Israël «au profit des droits du peuple palestinien» et avec l'Afrique du Sud «en tenant compte des droits de la majorité des Noirs de ce pays». Le gouvernement Bakhtiar a été contraint de prendre ces mesures sous la pression du mouvement populaire.

Lang (Paris 19^e) : reprise victorieuse après 10 jours de grève

Après dix jours de grève, les travailleurs de l'imprimerie Lang dans le 19^e arrondissement de Paris, ont repris le travail mardi. Le résultat de ce mouvement vaut d'être particulièrement souligné puisque c'est avec la satisfaction d'un grand nombre de revendications posées au départ que les grévistes ont repris le chemin du travail.

Qu'ont-ils précisément obtenu ?

- une augmentation de salaire horaire de 0,50F à compter du 1^{er} février (les travailleurs réclamaient 1 F d'augmentation) ;

- l'embauche des travailleurs temporaires, qui représentent 30 % des effectifs de l'entreprise. C'est un coup important porté à la direction qui avec un tel système, avait toujours tenté de diviser les travailleurs ;

- les trois jours de carence en cas de maladie sont supprimés. Ce système qui pénalisait fortement les travailleurs malades souvent à cause des conditions de travail, est supprimé.

- un délégué CGT mis à pied est réintégré, avec paiement des jours perdus.

Usine soviétique occupée à Dammarie-les-Lys

L'entreprise Activ-Avto est occupée depuis jeudi dernier, à Dammarie-les-Lys. Les 130 travailleurs entendent empêcher trente licenciements récemment annoncés par la direction. Cette usine, qui monte des tracteurs et des machines agricoles, a la particularité d'avoir une direction soviétique. Son installation faisait, en effet, partie des accords commerciaux passés entre la France et l'URSS.

Le maire de Dammarie, membre du PCF, s'est adressé aux travailleurs en ces termes : «Votre entreprise est victime de la politique d'austérité du gouvernement actuel, qui sacrifie au profit des grandes multinationales des pans entiers de notre économie. C'est une des raisons essentielles des difficultés rencontrées dans la baisse de vente des tracteurs soviétiques qui, par ailleurs, étaient compétitifs sur le marché français en raison de leur prix et de leur robustesse». Première question : Qu'en est-il du fameux «fabriquons français» si cher au PCF ? Deuxième question : La direction soviétique fera-t-elle appel à la police pour évacuer «son» usine ?

Belcan (Vitry) : la police contre les travailleurs

Belcan est une petite entreprise de mécanique, située à Vitry dans la région parisienne. Elle avait déposé son bilan, licenciant le personnel. Aujourd'hui, l'entreprise tourne à nouveau avec un nouveau personnel... en attendant que les machines ne soient démantées ! Ce qui devait être fait le vendredi 2 février. Prévenus, 30 ouvriers de Belcan, se retrouvaient rapidement devant l'entreprise ; leur objectif : rentrer dans l'usine à 16H15, (heure de sortie du nouveau personnel) et coincer le patron pour lui demander des comptes. Las ! celui-ci était prévenu (tables d'écoutes sur le téléphone de l'UL CGT ?). Il empêchait son personnel de sortir jusqu'à 15 h 15, heure à laquelle arrivèrent plusieurs inspecteurs de police, le commissaire d'Ivry, ainsi que deux cars de police !

Cor. VITRY

Riposte au meeting fasciste : importante manifestation à Lyon

Une importante manifestation a eu lieu mardi soir à Lyon pour protester contre la tenue, le soir même, d'un meeting fasciste. Plus de 30 organisations participaient à la manifestation, à laquelle le PCF s'était joint au tout dernier moment. Après la manifestation, de violents affrontements ont éclaté autour du Palais des Congrès, lieu du meeting, sévèrement gardé par de très nombreux CRS et gardes mobiles.

Pendant ce temps, alors que le meeting était ouvert depuis quelques minutes, Beate Klasfeld, qui s'était glissée dans la salle, a voulu poser une question, «en tant qu'allemande». Au cri de «Communistes assassins», les fascistes l'ont expulsée sans ménagement.

Les affrontements avec la police ont fait plusieurs blessés.